

# Election présidentielle 2020 en Côte d'Ivoire

## Quels ingrédients pour la participation inclusive?

Par N. Yussef Koné, Kaphalo Ségorbah Silwé, et Joseph Koné

## Introduction

L'approche des élections présidentielles du 31 octobre 2020 en Côte d'Ivoire rime avec des tensions dans le paysage politique ivoirien. Depuis plusieurs mois, les partis politiques de l'opposition et les citoyens ordinaires manifestent publiquement leur contestation, en réaction à un potentiel troisième mandat du président sortant, ainsi que par rapport à la révision de la liste électorale qu'ils estiment opaque et non inclusive.

En effet, l'annonce de la candidature du Président Alassane Ouattara à la présidentielle d'octobre promet une campagne tendue. Les opposants jugent cette candidature illégale et en violation de la Constitution, et exigent le retour d'opposants dans la bataille électorale. Aussi le débat houleux entre le parti au pouvoir et l'opposition faisait-il état entre autres d'un audit international de la liste électorale.

La réouverture du dialogue avec les acteurs politiques afin de trouver un accord pour une élection inclusive, transparente, et apaisée a été initiée par l'Initiative de Dialogue et Recherche Action pour la Paix (Indigo Côte d'Ivoire), une organisation de la société civile (Agence Ivoirienne de Presse, 2020). Sa présentation des résultats de l'observation électorale long terme 2020/2021, relativement au programme « Transition et inclusion politique » en Côte d'Ivoire, met en exergue l'importance du caractère inclusif d'une élection pour la paix et l'harmonie. C'est ce qui nous emmène à nous poser la question de savoir: Quels pourraient être les facteurs entrant en ligne de compte pour la réalisation d'une élection inclusive en Côte d'Ivoire pour la présidentielle de 2020?

Les résultats d'une récente enquête Afrobarometer révèlent que les Ivoiriens qui ne comptent pas voter dans une élection présidentielle hypothétique sont en augmentation depuis 2014. Dans un contexte préélectoral, l'on note que beaucoup de citoyens sont insatisfaits de leurs libertés politiques et ont peu de confiance envers la Commission Electorale Indépendante (CEI) et les tribunaux. L'ingérence des chefs traditionnels dans la politique est constatée par la majorité de la population malgré son interdiction par la loi.

Parmi les facteurs contribuant à une élection inclusive, une analyse statistique identifie la perception des fortes libertés politiques et l'existence d'une proximité politique.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer en Côte d'Ivoire, dirigée par le Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), a interviewé 1.200 adultes ivoiriens en novembre 2019. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées en Côte d'Ivoire en 2013, 2014, et 2017.

## Résultats clés

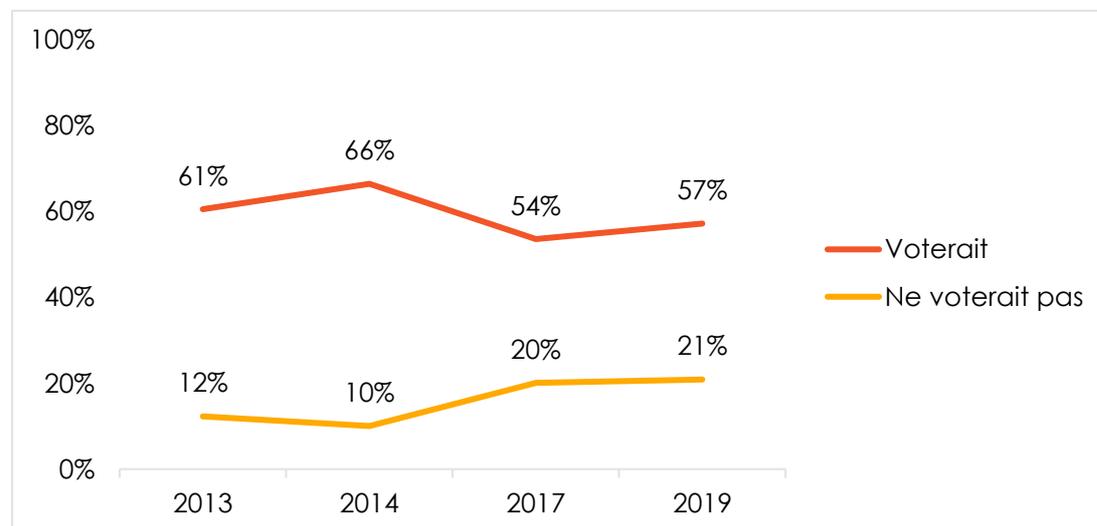
- La proportion des Ivoiriens qui affirment qu'ils ne voteraient pas dans une élection présidentielle hypothétique a doublé entre 2014 et 2019, de 10% à 21%.
- La perception de manque des libertés d'opinion, d'association, et de vote est à la hausse depuis 2014.
- La majorité des Ivoiriens affirment qu'ils n'ont « pas du tout confiance » ou « juste un peu confiance » envers la Commission Électorale Indépendante (CEI) (56%) et envers les cours et tribunaux (53%).

- Deux citoyens sur 10 seulement (22%) souhaiteraient l'ingérence des rois et chefs traditionnels dans la politique en Côte d'Ivoire. Cependant, 61% font le constat de l'implication des chefs traditionnels dans la politique.
- Le fait de se sentir proche d'un parti politique et la perception des fortes libertés politiques sont des éléments clés pour l'incitation des citoyens à voter.
- Le boycott ou non d'une élection présidentielle semble mieux s'expliquer par l'état des libertés à choisir sans pression qui voter, à adhérer à une organisation politique, et à exprimer son opinion que par la confiance envers la CEI ou les cours et tribunaux.

## Tendance à voter ou non à une élection présidentielle

À la question de savoir comment ils allaient voter « si des élections présidentielles avaient lieu demain », on note que la proportion des personnes affirmant qu'elles ne voteraient pas a doublé depuis 2014, de 10% à 21% (Figure 1). Juste 57% affirment qu'ils voteraient, tandis que 22% disent qu'ils ne savent pas ou refusent de répondre. Cet accroissement du nombre de non-votants est un signe inquiétant pour l'inclusivité des élections.

**Figure 1: L'intention de vote | Côte d'Ivoire | 2013-2019**



**Question posée aux répondants:** Si des élections présidentielles avaient lieu demain, pour le parti politique de quel candidat voteriez-vous? (Les réponses « Ne sait pas » ne sont pas montrées dans la figure.)

Qu'est-ce qui pourrait pousser les Ivoiriens à voter de moins en moins?

Nous allons examiner plusieurs facteurs susceptibles d'influer sur la décision de voter ou non, y compris les perceptions des libertés politiques, de la confiance envers la CEI et les tribunaux, de la peur de la violence électorale, de l'appartenance ou non à un parti politique, et de la perception du rôle politique des chefs traditionnels.

## Caractéristiques socio-démographiques

L'examen des facteurs socio-démographiques pourraient nous en dire plus sur le comportement des électeurs et l'inclusivité des élections.

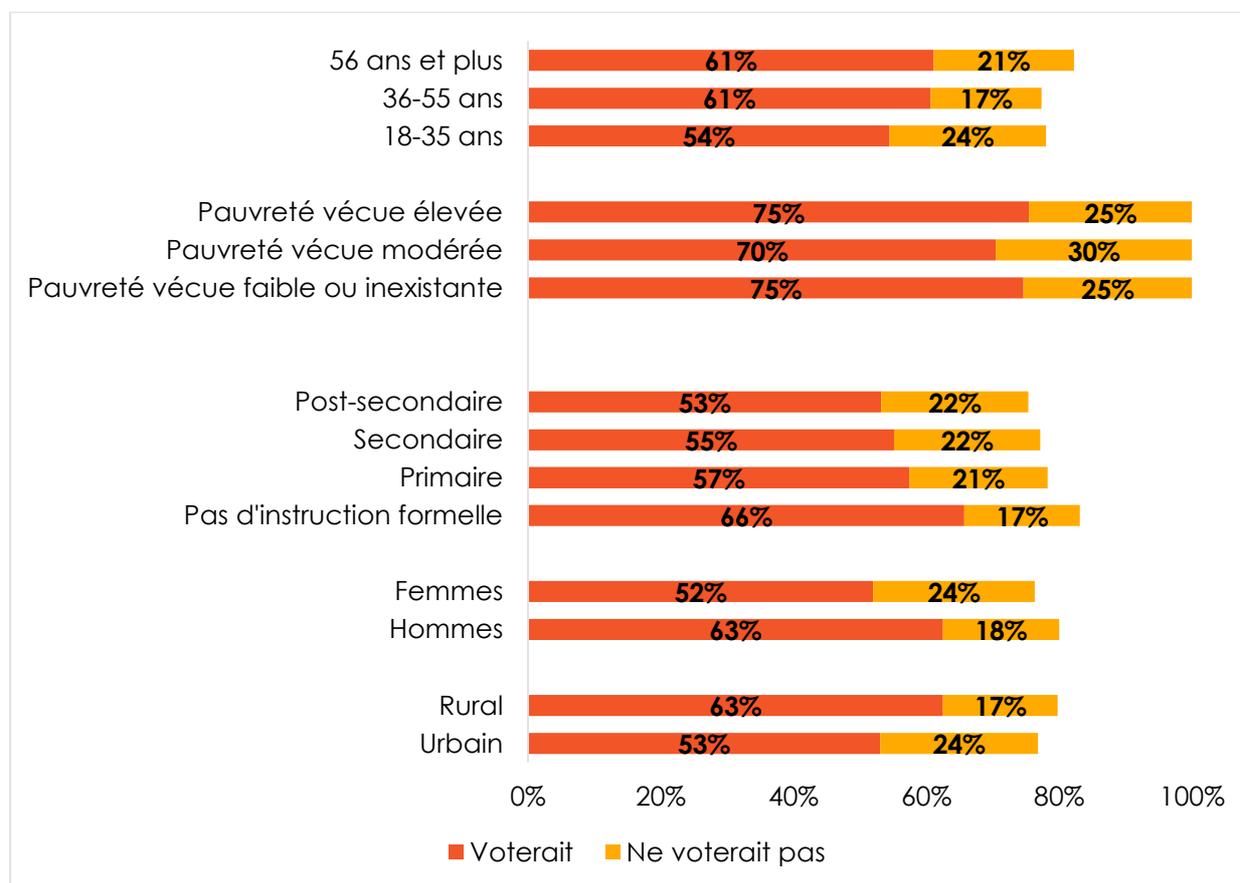
Les Ivoiriens de 36 ans et plus sont plus nombreux à affirmer qu'ils voteraient (61%) tandis que les jeunes (18-35 ans) sont moins nombreux à l'affirmer (54%). Le quart (24%) des jeunes disent qu'ils ne voteraient pas (Figure 2).

Concernant le niveau de pauvreté vécue,<sup>1</sup> il y a 75% d'Ivoiriens parmi ceux ayant une pauvreté vécue élevée au même titre de ceux ayant un niveau faible ou inexistant de pauvreté vécue.

Pour ce qui est du niveau d'instruction, ce sont les citoyens qui ont le niveau le plus faible qui sont les plus nombreux à répondre qu'ils voteraient (66%), contre 57%, 55%, et 53%, respectivement, pour ceux ayant le niveau primaire, secondaire, et post-secondaire. Ayant reçu une instruction formelle, ne serait-il pas indiqué de vouloir accomplir son devoir de citoyen par le vote? Cependant la Figure 2 nous montre le contraire, et cela soulève la question de savoir pourquoi les plus instruits sont les plus nombreux à ne pas vouloir voter. On pourrait penser que ce fait soit lié à la crainte de violences lors des élections (Koné & Silwé, 2020) et/ou au fait que la Côte d'Ivoire soit classée 111<sup>ème</sup> sur 167 pays du monde par le Democracy Index du Economist Intelligence Unit (2019), le classant dans la catégorie de « régime hybride », c'est-à-dire à mi-chemin entre une démocratie imparfaite et un régime autoritaire (Yéo, Silwé, & Koné, 2020).

Les hommes sont plus nombreux que les femmes à affirmer qu'ils voteraient (63% vs. 52%), et les ruraux ont plus tendance que les urbains à l'affirmer (63% vs. 53%).

**Figure 2: Voterait ou pas à une élection présidentielle hypothétique** | par groupe socio-démographique | Côte d'Ivoire | 2019



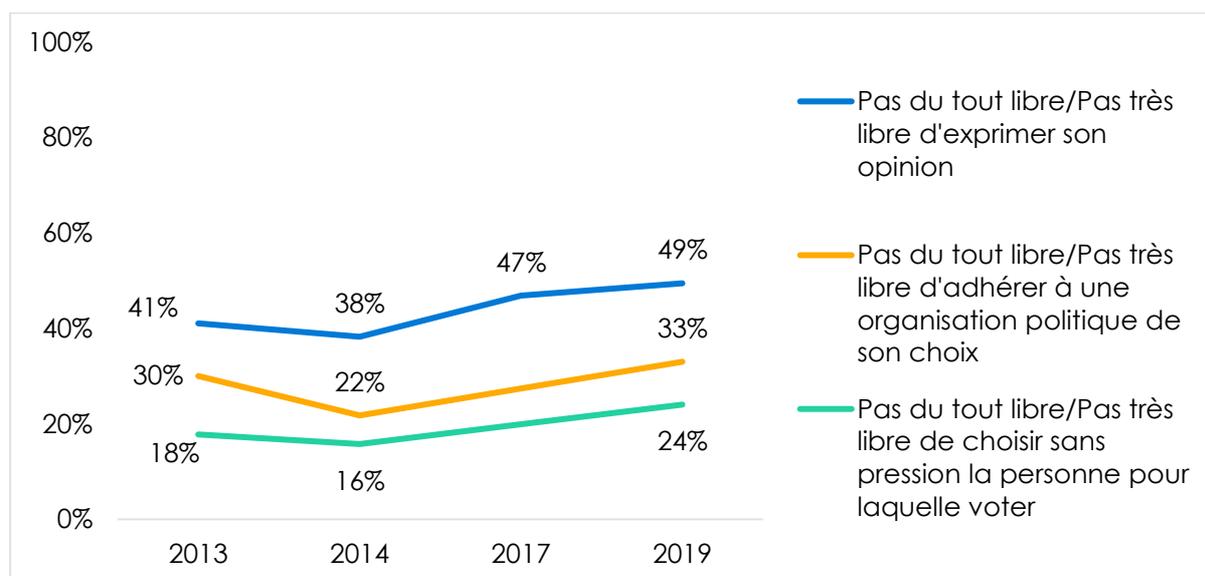
**Question posée aux répondants:** Si des élections présidentielles avaient lieu demain, pour le parti politique de quel candidat voteriez-vous?

<sup>1</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

## Les libertés d'opinion, d'association, et de vote

Les libertés d'opinion, d'association, et de vote font partie des principes de l'État démocratique. Mais en Côte d'Ivoire, la perception de manque de ces trois libertés est à la hausse depuis 2014 (Figure 3). Ainsi en 2019, pour un citoyen sur deux (49%), il y a défaut de liberté d'exprimer son opinion (contre 38% en 2014). Pour le défaut de liberté d'adhésion à une organisation politique, les Ivoiriens sont un sur trois (33%) à le déclarer (contre 22% en 2014). Concernant la liberté de choisir sans pression la personne pour laquelle voter, un quart (24%) des citoyens affirment en 2019 qu'il y a un manque de cette liberté; ils étaient 16% à le penser en 2014. Dans un contexte préélectoral, l'on note que beaucoup d'Ivoiriens sont insatisfaits de leurs libertés politiques.

**Figure 3: Manque de libertés | Côte d'Ivoire | 2013-2019**



**Questions posées aux répondants:** Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre de: Exprimer votre opinion? Adhérer à une organisation politique de votre choix? Choisir sans pression la personne pour laquelle vous allez voter?

Les libertés politiques étant des principes de l'état de démocratie, il nous semble intéressant de savoir si la perception de ces libertés est un facteur qui peut influencer l'intention de voter des Ivoiriens. Ainsi, pour avoir une meilleure idée de la perception de la liberté politique (c'est-à-dire la mesurer), nous utilisons un indice composé à partir des questions sur les trois libertés (d'opinion, d'association et de vote) précitées, sur une échelle allant de 1 (signifiant absence de libertés politiques) à 4 (signifiant pleine existence de libertés politiques). L'indice de libertés politiques ainsi constitué révèle une bonne fiabilité (alpha de Cronbach = 0,76).

Le test de comparaison des moyennes est statistiquement significatif ( $t = 3,935$ ), ce qui démontre que ceux qui perçoivent un haut niveau de libertés politiques sont plus enclins à vouloir voter (74%) que les personnes percevant le moins de libertés politiques (26%).

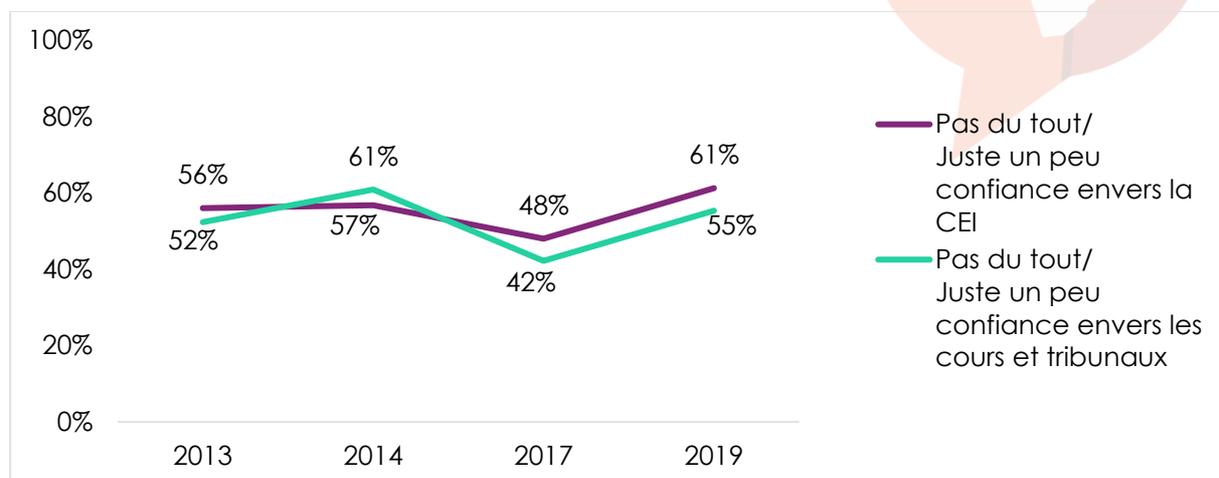
Penchons-nous désormais sur la relation entre l'inclusivité des élections, d'une part, et la confiance envers les institutions ainsi que la violence électorale

## Confiance envers les institutions et la violence électorale

En septembre 2020, le Conseil Constitutionnel Ivoirien a retenu quatre candidatures à l'élection présidentielle d'octobre 2020, sur 44 candidats (Cyprien, 2020). Compte tenu de la délibération de la CEI sur les candidatures retenues et rejetées, il a été exigé par la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de réintégrer le candidat Soro Guillaume (VOA Afrique, 2020). D'autre part, l'opposition appelle à faire bloc face au parti au pouvoir et semble retirer sa confiance au Conseil Constitutionnel et la CEI.

Au regard des données d'Afrobarometer de 2013 à 2019, la majorité des Ivoiriens affirment qu'ils n'ont « pas du tout confiance » ou ont « juste un peu confiance » envers la CEI (56%) et envers les cours et tribunaux (53%) (Figure 4).

**Figure 4: Confiance envers la CEI et les cours et tribunaux | Côte d'Ivoire | 2013-2019**



**Questions posées aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: La Commission Électorale Indépendante? Les cours et tribunaux?

Il nous importe de savoir si une relation existe entre la confiance envers ces institutions et l'intention de voter ou non des citoyens. Il semble que plus la confiance envers la CEI et les cours et tribunaux est élevée, plus il y a intention de voter. Ainsi, la proportion des votants potentiels est plus grande parmi ceux qui ont « beaucoup confiance envers la CEI » (84%) que parmi ceux qui n'ont « pas du tout confiance envers la CEI » (69%) (Tableau 1).

La significativité statistique des tests confirme notre hypothèse selon laquelle les confiances envers ces institutions sont liées au fait de voter ou non à une élection présidentielle. Bien que la relation soit établie, il faut noter que la force de la liaison est faible (respectivement V de Cramer = 0,125 et 0,118).

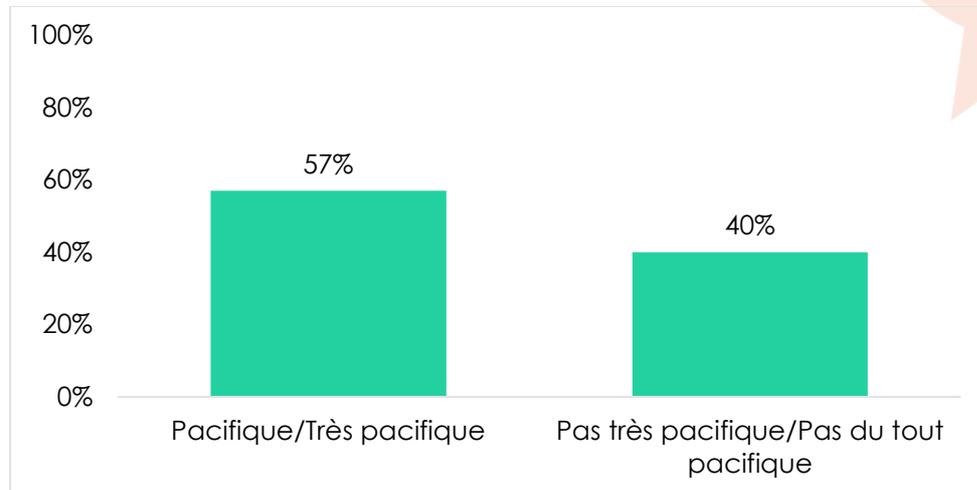
**Tableau 1: Confiance aux institutions et intention de voter | Côte d'Ivoire | 2019**

		Intention de vote	
		Voterait	Ne voterait pas
Confiance envers la CEI	Pas du tout confiance	69%	31%
	Juste un peu confiance	73%	27%
	Partiellement confiance	74%	26%
	Beaucoup confiance	84%	16%
<i>p = .002; V de Cramer = .125. Les réponses « Ne sait pas » et « A refusé de répondre » n'ont pas été prises en compte pour le test de khi-deux.</i>			
Confiance envers les cours et tribunaux	Pas du tout confiance	70%	30%
	Juste un peu confiance	69%	31%
	Partiellement confiance	74%	26%
	Beaucoup confiance	83%	17%

*p = .005; V de Cramer = .118. Les réponses « Ne sait pas » et « A refusé de répondre » n'ont pas été prises en compte pour le test de khi-deux.*

Alors que la communauté nationale et internationale espère une élection présidentielle apaisée, les Ivoiriens sont quatre sur 10 (40%) à penser que l'élection présidentielle prochaine ne sera « pas très pacifique » ou « pas du tout pacifique » (Figure 5).

**Figure 5: Crainte de violence lors de l'élection présidentielle de 2020 | Côte d'Ivoire | 2019**



**Question posée aux répondants:** Selon vous, à quel point l'élection présidentielle prochaine en 2020 en Côte d'Ivoire serait-elle pacifique?

Nous constatons qu'il y a une faible corrélation entre l'attente d'une élection pacifique et le fait de vouloir voter ou non. En effet, la proportion de non-votants est plus petite (19%) parmi ceux qui s'attendent à une élection « très pacifique » que parmi ceux qui prévoient des problèmes (25%-31%) (Tableau 2).

**Tableau 2: Election présidentielle de 2020 pacifique et intention de voter | Côte d'Ivoire | 2019**

		Intention de vote	
		Voterait	Ne voterait pas
<b>Election présidentielle de 2020 pacifique</b>	<b>Pas du tout pacifique</b>	75%	25%
	<b>Pas très pacifique</b>	69%	31%
	<b>Pacifique mais avec des problèmes majeurs</b>	69%	31%
	<b>Très pacifique</b>	81%	19%

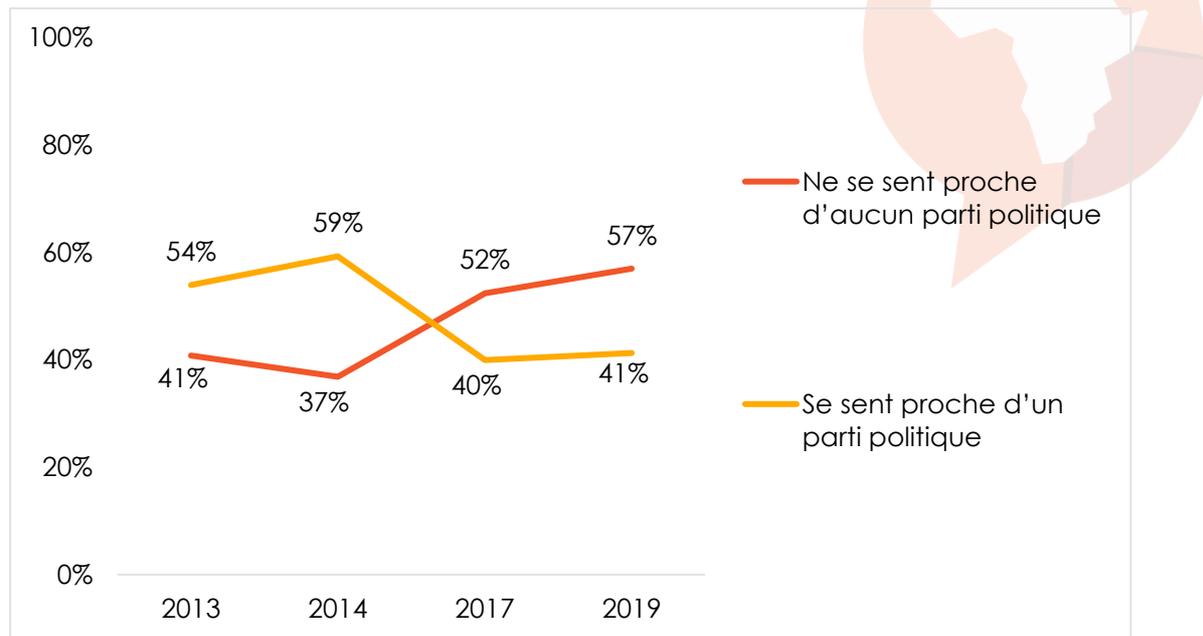
$p = .007$ ;  $V$  de Cramer = .115

### La proximité politique

Les partis jouent un rôle important dans le climat politique. Le fait de se sentir proche ou non d'un parti pourrait éventuellement affecter l'inclusivité de l'élection.

En 2019, quatre Ivoiriens sur 10 (41%) affirment se sentir proches d'un parti politique, tandis que la majorité (57%) ne se sentent proches d'aucun parti. Nous remarquons une augmentation de 20 points de pourcentage de ceux qui affirment ne pas être proches d'un parti politique, de 37% en 2014 à 57% en 2019 (Figure 6).

**Figure 6: Proximité politique** | Côte d'Ivoire | 2013-2019



**Question posée aux répondants:** Vous sentez-vous proche d'un quelconque parti politique?

Quand nous regardons la relation entre proximité politique et l'intention de vote, nous trouvons une forte corrélation: Ceux qui se sentent proches d'un parti quelconque sont presque deux fois plus enclins à vouloir voter que ceux qui ne se sentent pas proches (97% vs. 52%) (Tableau 3).

**Tableau 3: Proximité politique et l'intention de voter** | Côte d'Ivoire | 2019

		Intention de vote	
		Voterait	Ne voterait pas
Proximité politique	Ne se sent proche d'aucun parti politique	52%	48%
	Se sent proche d'un parti politique	97%	3%

$p = .000$ ;  $V$  de Cramer = .51. Les réponses « Ne sait pas » et « A refusé de répondre » n'ont pas été prises en compte pour le test de khi-deux.

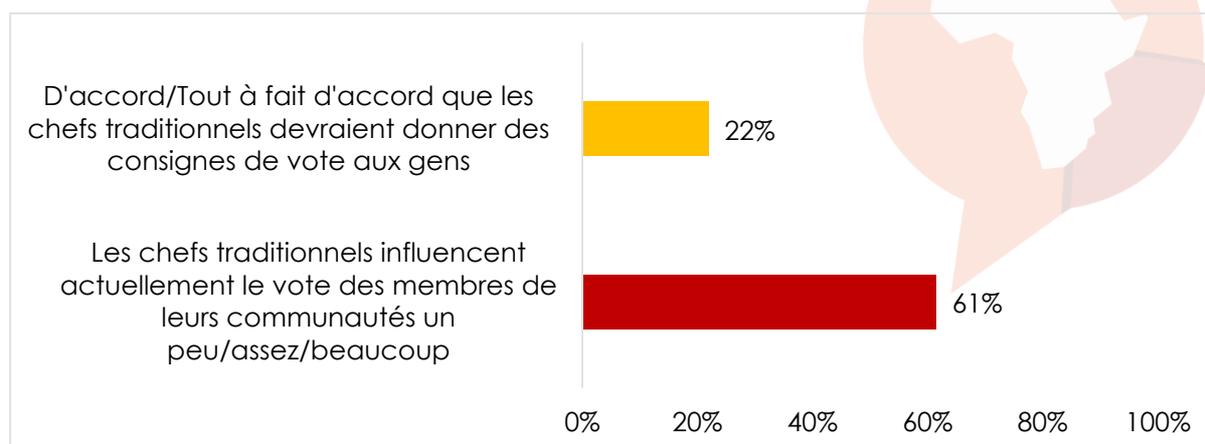
### Le rôle des chefs traditionnels

Les chefs traditionnels jouent-ils un rôle important dans la réalisation d'élections inclusives grâce à l'influence qu'ils ont sur les membres de leur communauté? C'est ce que nous tenterons de vérifier dans la rubrique suivante.

La loi No. 2014-428 stipule dans son Article 6: « Les Rois et chefs traditionnels sont soumis aux obligations de neutralité, d'impartialité et de réserve. Ils doivent s'abstenir d'afficher leur appartenance politique ».

Une minorité de la population, soit deux Ivoiriens sur 10 (22%), souhaiterait une ingérence des rois et chefs traditionnels dans la politique en Côte d'Ivoire. Cependant 61%, soit six Ivoiriens sur 10, font le constat qu'en pratique, les chefs traditionnels influencent actuellement le vote des membres de leurs communautés « un peu », « assez », ou « beaucoup » (Figure 7).

**Figure 7: Influence des chefs traditionnels | Côte d'Ivoire | 2019**



**Questions posées aux répondants:**

- Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?  
*Affirmation 1: Les chefs traditionnels ont une meilleure compréhension des problèmes politiques que les gens ordinaires; ils devraient donner des consignes de vote aux gens.*  
*Affirmation 2: Les chefs traditionnels devraient rester en-dehors de la politique et laisser les gens décider eux-mêmes de comment voter.*
- A quel point les chefs traditionnels influencent-ils actuellement chacun des domaines suivants:  
*Le vote des membres de leurs communautés?*

Un test statistique montre qu'il existe un lien entre l'influence exercée par les chefs traditionnels sur le vote de leurs communautés et l'intention de voter ou non à une élection présidentielle, même si l'intensité de la liaison peut être considérée comme faible (V de Cramer = 0,124).

Ainsi, la proportion des votants potentiels est plus grande parmi ceux qui affirment que les chefs traditionnels influencent « beaucoup » le vote des membres de leurs communautés (84%) que parmi ceux qui affirment que les chefs traditionnels n'influencent « pas du tout » ce vote (69%) (Tableau 4).

**Tableau 4: Perceptions de l'influence des chefs traditionnels et l'intention de voter | Côte d'Ivoire | 2019**

		Intention de vote	
		Voterait	Ne voterait pas
Les chefs traditionnels influencent le vote des membres de leurs communautés	Pas du tout	69%	31%
	Un peu	71%	29%
	Assez	76%	24%
	Beaucoup	84%	16%

$p = .002$ ; V de Cramer = .124

**Déterminants de l'intention de voter ou non à une élection présidentielle**

Nous avons vu ci-dessus qu'il existe des corrélations entre l'intention de voter, d'un côté, et certains facteurs comme la perception des libertés politiques, la confiance envers la CEI et les tribunaux, la crainte de violence lors de l'élection présidentielle de 2020, la proximité politique, et l'influence des chefs traditionnels sur les membres de leurs communautés. Une régression logistique nous permet de déterminer si et à quel degré ces éléments influencent l'intention du vote.

Comme présenté dans le modèle de régression (Tableau 5), les variables significatives dans l'explication de l'intention de participer ou non à une élection présidentielle sont l'indice de libertés politiques et l'existence d'une proximité politique en plus du sexe et du niveau d'instruction des répondants.<sup>2</sup>

En effet, tout en contrôlant les autres variables, les libertés d'expression, d'association, et de vote sont étroitement liées à l'intention de voter: Plus la perception des libertés politiques est élevée, plus les citoyens souhaitent voter.

De même, un lien fort est établi entre le fait d'être proche ou non d'un parti politique et le souhait ou non de voter: Les citoyens qui se sentent proches d'un parti politique sont plus susceptibles de voter que ceux qui ne se sentent pas proches de partis politiques.

Quant aux caractéristiques socio-démographiques, les hommes sont 1,568 fois plus susceptibles de déclarer une intention de voter que les femmes. Par contre, les Ivoiriens les plus instruits sont les moins susceptibles d'affirmer leur souhait de voter.

Aucune relation n'est établie entre la confiance envers la CEI et le souhait de voter ou non à une élection présidentielle, selon le modèle de régression. Le même cas est constaté pour ce qui est de la confiance envers les cours et tribunaux.

Le boycott ou non d'une élection présidentielle semble donc mieux s'expliquer par la proximité d'un parti politique et par l'état des libertés à choisir sans pression qui voter, à adhérer à une organisation politique, et à exprimer son opinion que par les confiances envers la CEI ou les cours et tribunaux.

Il est à noter que l'âge, le type de milieu urbain ou rural, ou encore la crainte du caractère violent de l'élection présidentielle de 2020 ne sont pas statistiquement significatifs dans la régression comme facteurs déterminants de l'intention de voter.

**Tableau 5: Déterminants de l'intention de voter** | régression logistique | Côte d'Ivoire | 2019

	OR	95% CI	p
<b>Sexe (hommes)</b>	<b>1,568</b>	<b>1,087-2,261</b>	<b>0,016</b>
<b>Indice de libertés politiques</b>	<b>1,310</b>	<b>1,043-1,646</b>	<b>0,020</b>
<b>Niveau d'instruction</b>	<b>0,778</b>	<b>0,640-0,946</b>	<b>0,012</b>
<b>Proximité politique (Ne se sent pas proche d'un parti politique)</b>	<b>0,036</b>	<b>0,020-0,064</b>	<b>0,000</b>
Confiance envers les cours et tribunaux	1,184		0,095
Confiance envers la CEI	1,150		0,162
Crainte de violence lors de l'élection de 2020	0,012		0,295
Age	1,002		0,823
Type de milieu (urbain)	0,692		0,058

La catégorie de référence est « Ne voterait pas »; p = 0.000

<sup>2</sup> L'influence des chefs traditionnels sur les membres de leurs communautés n'a pas été prise en compte dans cette analyse du fait de son interdiction par la loi. Un second modèle de régression qui inclut cette influence montre qu'elle est l'un des facteurs les plus importants dans l'intention de vote: Plus il y a de consignes de vote des chefs traditionnels, plus il y a de votes potentiels. Mais dans l'optique du respect de la loi, nous ne pouvons pas conseiller l'ingérence des chefs traditionnelles comme stratégie pour augmenter la participation électorale.

## Conclusion

La Côte d'Ivoire a connu dans son évolution plusieurs conflits en partant du crime de lèse-majesté en 1999, la rébellion de 2002, et la crise politique armée de 2010. Il est donc évident que les Ivoiriens recherchent de moyens d'aboutir à des élections pacifiques et inclusives.

Les résultats de cette étude démontrent que l'inclusivité des élections en Côte d'Ivoire serait liée à plusieurs facteurs tant socio-démographiques que politiques. Ce sont respectivement le sexe, la perception des libertés politiques, l'existence d'une proximité politique, et le niveau d'instruction. Il est donc important de se focaliser sur ces éléments dans le but d'apaiser le climat politique en Côte d'Ivoire et favoriser des présidentielles inclusives.

L'instigation de conférences et de sensibilisations sur l'importance du vote (des femmes particulièrement), le rôle des institutions étatiques dans la promotion des libertés politiques, et enfin la création d'un climat de confiance entre les Ivoiriens et les formations politiques sont des pistes de solutions pour aboutir à cela.

---

Pour sonder vous-même ces données, veuillez  
visiter notre outil d'analyse en ligne au  
[www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

## Références

- Abdul-Mohamed, O. (2017). Indice de démocratie en Afrique: La Côte d'Ivoire parmi les mauvais élèves. Notre Voie. 18 septembre.
- Agence Ivoirienne de Presse. (2020). Une OSC encourage l'Etat au dialogue pour une élection inclusive transparente et apaisée. 29 juillet.
- Cyprien, K. (2020). Présidentielle 2020: Le Conseil Constitutionnel valide 4 candidatures sur 44 (officiel). Abidjan.net. 15 septembre
- Economist Intelligence Unit. (2020). Democracy index 2019.
- Koné, J., & Silwé, K. S. (2020). La nouvelle CEI et le pari d'une élection présidentielle juste et apaisée en Côte d'Ivoire. Dépêche No. 373 d'Afrobarometer.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique: Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- VOA Afrique. (2020). La cour africaine des droits de l'homme ordonne que Soro puisse être candidat à la présidentielle ivoirienne. 15 septembre.
- Yéo P. A., Silwé K. S., & Koné, J. (2020). Démocratie en Côte d'Ivoire: Mythe ou réalité? Document de Politique No. 64 d'Afrobarometer.

# AFRO BAROMETER

Donner une voix au peuple



**N. Yussef Koné** est assistant de recherche au Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI) à Abidjan, Côte d'Ivoire.

**Kaphalo Ségorbah Silwé** est directeur exécutif du CREFDI.

**Joseph Koné** est chargé des finances et associé de recherche au CREFDI.

Afrobarometer, organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, dirige un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, de Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, et de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix.

Vos dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou à contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter notre site internet à l'adresse [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications avec **#VoicesAfrica**.



**Photo de couverture:** Adaptée de UN/Hien Macline, sous licence CC BY-NC-ND 2.0.



Contact: [yussef.kone@yandex.com](mailto:yussef.kone@yandex.com);

[segorbah7@gmail.com](mailto:segorbah7@gmail.com);

[spiderone0@gmail.com](mailto:spiderone0@gmail.com)